SÉANCE DU MARDI 31 JANVIER 2017

L'an deux mil dix-sept, le 31 janvier, à 18 h 30, le Conseil municipal de la Commune de Ste Céronne-lès-Mortagne s'est réuni en séance publique à la Mairie, sous la présidence de Mme Raymonde LIZOT, Maire.

Membres présents : Mmes Raymonde LIZOT, Dany GAUTIER, Dominique RAGOT, Martine LEROY, Monique LEGENDRE et MM Marc SIMOEN, Alain GAMBER, Patrick BERNEZ et Gérard OLIVIER et David MAGNIERI.

Membre absent excusé : M. Patrick BOISSEAU (a donné pouvoir à Marc SIMOEN).

Date de la convocation du Conseil Municipal : 24 janvier 2017.

M. David MAGNIERI été nommé secrétaire de séance.

MODIFICATION DES STATUTS DU SMICO

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal que la commune de Ste Céronne- lès-Mortagne est membre du Syndicat Mixte pour l'Informatisation des Collectivités. Monsieur le Maire fait savoir ensuite au Conseil Municipal que :

Les Communes Nouvelles de : **Chailloué, Domfront en Poiraise, de Rives d'Andaine, des Monts d'Andaine, Livarot - Pays d'Auge, Méry-Bissières en Auge**, ainsi que la commune de **Tourgéville**

ont sollicité leur adhésion au SMICO,

- **et que les communes de : Villiers sous Mortagne, Couterne, Geneslay, Haleine, La Haute Chapelle, Rouellé, La Chapelle d'Andaine, La Sauvagère, Marmouillé.**

ont sollicité leur retrait du SMICO.

Lors de la réunion du 5 novembre 2016, le comité syndical du SMICO a donné son accord pour les adhésions et retraits souhaités, sans condition financière particulière.

Madame le Maire indique ensuite qu'en application des articles L.5211-18 et L.5211-19 du Code Général des Collectivités Territoriales, il y a lieu que le Conseil Municipal émette un avis sur les adhésions et retrait sollicités. A défaut de délibération dans un **délai de trois mois** à compter de la notification par le Président du SMICO, l'avis de la commune est réputé favorable pour les adhésions et défavorable pour les retraits.

Madame le Maire invite le Conseil Municipal à bien vouloir en délibérer.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

Emet un avis favorable :

- Aux adhésions des Communes Nouvelles de : **Chailloué, Domfront en Poiraise, de Rives d'Andaine, des Monts d'Andaine, Livarot - Pays d'Auge, Méry-Bissières en Auge**, ainsi que la commune de **Tourgéville**

- Au retrait des communes de : **Villiers sous Mortagne, Couterne, Geneslay, Haleine, La Haute Chapelle, Rouellé, La Chapelle d'Andaine, La Sauvagère, Marmouillé.**

- **charge** Madame le Maire de communiquer la présente délibération tant à Mr le président du SMICO qu'à Mr le Préfet de l'Orne.

- **charge** enfin Madame le Maire d'effectuer toutes démarches, de signer toutes pièces relatives à la conduite à bonne fin de la présente délibération.

DEMANDE DE PARTICIPATION AUX VOYAGE SCOLAIRE - MARIN Arthur

Pour l'école Aristide Briand

Madame le Maire présente au Conseil municipal une demande de participation pour le voyage scolaire, organisé par l'école Aristide Briand de Mortagne au Perche, pour l'enfant **MARIN Arthur**.

Après délibération, le Conseil municipal, à l'unanimité :

ACCEPTE la demande de participation pour le voyage par année scolaire pour cet enfant, pour un montant de **35 euros**.

Le conseil municipal souhaite que cette somme soit bien versée cette année à la famille, par l'établissement.

Cette dépense sera imputée au budget en cours, en fonctionnement dépenses, au compte 6574.

DEMANDE DE PARTICIPATION AUX VOYAGE SCOLAIRE - DUFAY Chloé

Pour le collège Emile Chartier

Madame le Maire présente au Conseil municipal une demande de participation pour le voyage scolaire, organisé par le Collège Emile Chartier de Mortagne au Perche, pour l'enfant **DUFAY Chloé**.

Après délibération, le Conseil municipal, à l'unanimité :

ACCEPTE la demande de participation pour le voyage par année scolaire pour cet enfant, pour un montant de **35 euros**.

Le conseil municipal souhaite que cette somme soit bien versée cette année à la famille, par l'établissement.

Cette dépense sera imputée au budget en cours, en fonctionnement dépenses, au compte 6574.

AVENANT A LA CONVENTION DE PRESTATION DE SERVICE POUR 'INSTRUCTION DES AUTORISATIONS D'URBANISME AVEC LE PETR DU PAYS DU PERCHE ORNAIS

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L5721-9,

Vu le code de l'urbanisme, notamment de l'article L422-1 à l'article L422-8 ainsi que l'article R423-1 et suivants,

Vu la convention de prestation de service pour l'instruction des autorisations d'urbanisme signée en 2015 avec le PETR du Pays du Perche ornaï,

Madame le Maire rappelle les dispositions de la loi ALUR (Accès au logement pour un urbanisme rénové), promulguée le 27 mars 2014. Depuis le 1^{er} juillet 2015, les services de la Direction Départementale des Territoires (DDT) ne sont plus mis à disposition gratuitement de la commune pour l'instruction des autorisations d'urbanisme et cette préoccupation concernera désormais l'ensemble des communes de la Communauté de communes suite à l'approbation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal en décembre 2016.

Suite au retrait de l'Etat et en concertation avec les Communautés de Communes de son territoire, le syndicat du PETR du Pays du Perche ornais a créé un service commun mutualisé d'instruction des autorisations d'urbanisme auquel la commune adhère depuis 2015.

Les échanges récents sur le territoire de la Communauté de communes ont conduit à proposer un avenant à la convention de prestation de service pour permettre à la Communauté de communes d'être signataire et de pouvoir prendre en charge le coût du service pour l'ensemble des communes membres.

Cette initiative vise à maintenir un service de proximité pour les pétitionnaires et à faire bénéficier aux communes d'une expertise identique.

Après délibération, le Conseil municipal, à l'unanimité :

– **AUTORISE** Madame le Maire à signer l'avenant à la convention de prestation de service avec le PETR du Pays du Perche ornais et la Communauté de communes.

TRAVAUX PRIORITAIRES DE RESTAURATION DE L'EGLISE - DEVIS ETUDE COMPLEMENTAIRE

Mme le Maire présente au Conseil municipal des devis pour l'étude complémentaire pour la réalisation de travaux prioritaires de restauration de l'église.

- Le devis de M MAFFRE Architecte du patrimoine de Droisy, pour l'étude complémentaire pour les travaux prioritaires de restauration de l'église, pour un montant de 8 210 € HT, soit **9 852 € TTC**
- Deux propositions de devis de sondage pour l'étude complémentaire :
 - Entreprise BQT de Réveillon, pour un montant de 10 868,48 € HT de travaux, soit **13 042,18 € TTC**.
 - Société Falaisienne de couverture de La Hoguette, pour un montant de 11 628,64 € HT, soit **13 954,37 € TTC**.

Après délibération, le Conseil municipal, à la majorité (une abstention de M Patrick BERNEZ) :

- **ACCEPTE** le devis de M MAFFRE Architecte du patrimoine de Droisy, pour un montant de 8 210 € HT, soit **9 852 € TTC**, pour l'étude complémentaire de l'église
- **ACCEPTE** le devis de l'entreprise BQT de Réveillon, pour un montant de 10 868,48 € HT de travaux, soit **13 042,18 € TTC**, pour les sondages de l'église.
- **DECIDE** de solliciter aux meilleurs taux les subventions de l'Etat.
- **APPROUVE** le plan de financement prévisionnel suivant :

DRAC (60% HT).....	11 447 €
Commune (40% HT).....	<u>7 632 €</u>
Total HT	19 079 €
- **AUTORISE** Mme le Maire à signer les pièces nécessaires à la réalisation de ces travaux ;
- **DIT** que ces dépenses seront inscrites au budget en cours en investissement dépenses à l'opération 41 église.

Ce sujet a été rajouté avec l'accord des membres présents du Conseil municipal

**AVENANT CONTRAT DE TRAVAIL A DUREE DETERMINEE DE L'ADJOINT
TECHNIQUE AU POSTE D'AGENT D'ENTRETIEN**

Mme le Maire demande au Conseil municipal de se prononcer sur un avenant au contrat de travail à durée déterminée de 3 ans (2015/2017), pour le poste d'adjoint technique assurant les fonctions d'agent d'entretien, suite à la revalorisation indiciaire prévue par les textes statutaires aux agents contractuels, à la date du 1^{er} janvier 2017.

Après délibération, le Conseil municipal, à l'unanimité :

ACCEPTE l'avenant au contrat de travail à durée déterminée de 3 ans (2015/2017), pour le poste d'adjoint technique contractuel assurant les fonctions d'agent d'entretien, pour la revalorisation indiciaire aux agents contractuels, à compter du 1^{er} janvier 2017.

Questions diverses :

- Son contrat à durée déterminée arrivant à expiration fin d'année 2017, le Conseil municipal demande que soit étudié le dossier de l'employée communale chargée du ménage de la Mairie.
- Marc SIMOEN informe les conseillers des démarches possibles pour l'éclairage nocturne de l'église, prévu au budget 2016. Le Conseil municipal accepte sa proposition d'achat de matériel.
- Patrick BERNEZ demande où en sont les numéros de rues. Mme le Maire indique que des devis vont être demandés.
- Gérard OLIVIER demande qui va à la réunion du Conseil d'école de ce soir. Mme le Maire répond qu'elle s'est excusée et que le problème de la classe qui doit fermer dépend de l'Académie.
- Patrick BERNEZ demande pourquoi ce sont les Eaux de Normandie qui relèvent son compteur d'eau. Martine LEROY répond que c'est normal et que ce sont eux qui passent maintenant.
- Martine LEROY présente le transformateur de l'éclairage public de Poix, qui a été changé par l'électricien, après avoir grillé.

La séance a été levée à 20 heures